



Créteil, le 5 mai 2011

Communiqué de presse **SUD Santé Henri Mondor**

Nous, section SUD Santé Henri Mondor, notons avec satisfaction, comme l'ensemble de la communauté, la décision de Xavier Bertrand, Ministre de la Santé, de suspendre la fermeture du Service de Chirurgie Cardiaque d'Henri Mondor. Nous la mesurons à sa juste valeur ; il s'agit d'une victoire de la mobilisation, une victoire de l'intersyndicale, de la coordination de défense de la chirurgie cardiaque, des élus, des usagers, une victoire de et pour la population.

Si elle est une victoire pour certains, elle est pour le moins un désaveu pour d'autres, entendez l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé) et son Directeur Général, Claude Evin, la Direction Générale de l'Assistance Publique qui n'ont pas su mesurer l'attachement des hospitaliers, des élus et plus généralement de la population à l'idée d'une médecine d'excellence et de proximité. C'est aussi l'échec de la loi H.P.S.T. dite « Bachelot » qui ne répond décidément pas à cette exigence quand elle restructure, réorganise, ferme services et hôpitaux dans le seul but d'efficacité économique. On ne parle définitivement pas aux français de la santé comme d'une marchandise, c'est une des leçons à tirer.

Une certitude, cette mobilisation, cette bagarre, nous la renouvellerons aussi forte et aussi déterminée si, dans un proche avenir, des menaces se faisaient dans notre établissement sur la Neurochirurgie, la Chirurgie Hépatique, la transplantation d'organes. Pour les mêmes raisons que pour la Chirurgie Cardiaque, nous saurons mobiliser, A.R.S. et Direction Générale ne doivent pas en douter.

Au delà de cette victoire, nous avons des demandes ; celle d'une communication plus transparente concernant toutes les réformes, les restructurations, réorganisations dans notre institution. La mise en place des groupes de travail d'experts ne répond pas à cette exigence, les personnels, les usagers, la population doivent être informés des réformes qui se trament. Nous exigeons aussi le recrutement d'un PU-PH (Professeur des Universités - Praticien Hospitalier), dont la venue serait le meilleur moyen d'asseoir l'activité du service, le plaçant définitivement au dessus des minima requis d'activité annuelle. Sur ces deux points, la direction, nous l'avons bien compris, ne souhaite pas s'avancer. Contrainte par l'A.R.S., elle se cache derrière d'hypothétiques conclusions de la mission IGAS (Inspection générale des affaires sociales) plutôt que de se positionner aujourd'hui. La vigilance reste donc de rigueur pour nous et plus généralement la coordination de défense.

Mais, quoiqu'il en soit, cette victoire doit être vécue comme un espoir pour les autres sections, les autres établissements aujourd'hui en lutte. Nous pensons, puisque proches de nous, à notre groupe hospitalier, aux hôpitaux Albert Chenevier, Emile Roux, Joffre Dupuytren, Georges Clémenceau ; quand la cause est juste puisque répondant de l'intérêt général, la lutte est unitaire et la victoire ne peut être qu'inéluctable. Ce ne sont pas les élucubrations d'un chef de service, même éminent, qui confond sa carrière et l'intérêt général, qui enlèveront quoi que ce soit à la légitimité de notre combat.